

Céline SAINT-PIERRE

Sociologue, directrice du développement
Chaire Fernand-Dumont sur la culture, INRS Urbanisation, Culture et Société

(1982)

“Le socialisme est difficile au RCM”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Céline Saint-Pierre

Céline Saint-Pierre est sociologue et directrice du développement
Chaire Fernand-Dumont sur la culture
INRS Urbanisation, Culture et Société

“Le socialisme est difficile au RCM”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 443-449. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Mme Saint-Pierre, nous a accordé son autorisation le 14 juillet 2003 de diffuser toutes ses publications.



Celine.Saint-Pierre@INRS-UCS.Uquebec.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 24 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



Céline Saint-Pierre (1982)

Céline Saint-Pierre est sociologue et directrice du développement
Chaire Fernand-Dumont sur la culture, INRS Urbanisation, Culture et Société

“Le socialisme est difficile au RCM”.



Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 443-449. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Sommaire

[Introduction](#)

[Août 1935](#) : VIIe Congrès de l'Internationale communiste

[Novembre 1975](#) : Ile Congrès du RCM

[Le RCM](#) : Un rassemblement ou un parti ?

Céline Saint-Pierre

Céline Saint-Pierre est sociologue et directrice du développement
Chaire Fernand-Dumont sur la culture
INRS Urbanisation, Culture et Société

“Le socialisme est difficile au RCM”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Pierre Hamel, Jean-François Léonard et Robert Mayer, **Les mobilisations populaires urbaines**, pp. 443-449. Montréal : Les Éditions Nouvelle Optique, 1982, 482 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Dans la démarche que j'utilise ici, il ne s'agit pas pour moi de jouer au jeu des analogies dans l'histoire, mais plutôt d'en retracer le fil. Les « flashes » historiques utilisés peuvent permettre de comprendre que notre histoire aujourd'hui n'est pas le fait d'une génération spontanée et qu'il est nécessaire d'en déterrer les racines pour bien saisir comment elle se construit.

Je me propose ici non pas de faire ce travail systématiquement (ce n'est pas le lieu) mais de permettre aux lecteurs d'entrevoir certains chaînons de la trame de quelques-uns des aspects de notre histoire politique.

Août 1935 : VIIe Congrès de l'Internationale communiste

[Retour à la table des matières](#)

Ce congrès constitue la plaque tournante de la politique des communistes envers la social-démocratie. Jusqu'à cette date, l'essentiel des attaques de l'Internationale communiste se dirige contre la social-démocratie. Après le congrès de 1935, devant la montée du fascisme et surtout de l'hitlérisme, l'I.C. change ses positions :

La première chose qu'il faut faire, par laquelle il est nécessaire de commencer, c'est de réaliser le front unique, d'établir l'unité d'action des ouvriers dans chaque entreprise, dans chaque rayon, dans chaque région, dans chaque pays, dans le monde entier. L'unité d'action du prolétariat à l'échelle nationale et internationale, voilà l'arme puissante qui rend la classe ouvrière capable non seulement de se défendre avec succès mais aussi de passer avec succès à la contre-offensive contre le fascisme, contre l'ennemi de classe ¹.

Au Canada, le Bureau politique du Parti communiste canadien, tenant compte des directives de l'Internationale communiste, propose au neuvième plénum tenu après les élections fédérales de 1935, une série de nouvelles tâches visant à développer un front unique et démocratique du peuple canadien ². Au Québec, plus particulièrement, le parti sous la direction de Fred Rose fait un appel aux travailleurs catholiques. Au moment de la guerre d'Espagne, à Montréal, Norman Bethune (membre du PCC) met sur pied un service spécial pour la transfusion du sang et part en Espagne avec le bataillon Mackenzie-Papineau composé de 1 283 jeunes Canadiens communistes et non-communistes. Ils se joignent à la Brigade internationale.

¹ Dimitrov, Georges, *Oeuvres choisies*, Éditions Sociales, p. 58.

² Buck, Tim, *Thirty Years, the story of the Communist Movement in Canada - 1922-1952*. On peut se procurer ce livre à la librairie « Les Nouvelles Frontières », rue Sherbrooke, coin St-Urbain.

Dans la même période, en 1935, un nouveau parti politique s'est formé : le CCF ou « Co-operative Commonwealth Federation ». C'est un parti social-démocrate, similaire à ceux qui existent en Europe. La fondation de ce parti marque un moment historique important dans l'histoire politique du Canada et du Québec. Ce parti ne se définit pas comme socialiste : il combat les méfaits du capitalisme mais ne dénonce pas comme tel le système capitaliste. Poursuivant l'application des directives du VIF Congrès de l'I.C., le Parti communiste canadien lance un appel à l'unité et en particulier au CCF. Dans un discours prononcé à Toronto, au Massey Hall, en 1935, Tim Buck, au nom du comité national du parti, lance la campagne en vue des élections générales qui doivent avoir lieu cette année-là au Canada et presse le CCF de former avec le PCC un front uni afin d'assurer la présence d'un candidat ouvrier ou fermier dans chaque circonscription électorale. Tim Buck souhaite ce front uni au niveau électoral afin de rallier les mouvements des fermiers et des ouvriers et faire élire un gouvernement fermier-ouvrier (labor-farmer government). Par ailleurs, le Parti communiste s'adresse directement à la direction du CCF et souhaite jeter les bases d'une coopération solide et efficace.

Le Conseil national du CCF rejette vigoureusement toutes propositions d'alliance électorale avec le PCC, se lance dans une campagne violente de propagande anti-communiste et manifeste une vive opposition au front uni contre le capitalisme monopoliste. D'après ce que rapporte Tim Buck, le CCF a mis beaucoup plus d'énergie à combattre le PCC qu'il en a mis à lutter contre les partis de la bourgeoisie capitaliste. Il est devenu clair pour le PCC de cette période, qu'il lui fallait aussi lutter contre l'illusion que la bataille contre le capitalisme monopoliste pouvait être gagnée en se ralliant au programme politique du CCF. Le Parti se devait de combattre l'idéologie social-réformiste petite-bourgeoise des leaders du CCF.

À titre d'exemple de l'idéologie et de la politique du CCF, je rappelle quelques conclusions données par J. S. Woodsworth (membre de la direction du CCF et représentant de l'aile droite) dans son discours prononcé à la convention de Régina : pour lui le CCF n'est pas un parti de classe et il ne doit pas être soumis aux objectifs du socialisme. Il s'oppose à l'utilisation du terme « socialisme » parce qu'il renvoie à

une détermination de classe sociale. À la place de ce terme, le parti CCF utilise ceux de « coopération », de « planification » de « propriété publique » comme s'ils étaient des synonymes du socialisme. Par ce biais, le Parti crée l'illusion qu'il est un parti socialiste, un parti des travailleurs alors qu'il poursuit parallèlement une politique de collaboration de classe avec le gouvernement St-Laurent permettant ainsi l'implantation du capitalisme monopoliste dont l'outil principal de développement est celui de l'exploitation de la classe ouvrière canadienne.

Dans tous les pays où l'on retrouve des partis sociaux-démocrates, l'on retrace le même jeu politique. Dimitrov a insisté sur la responsabilité historique de la social-démocratie dans les années '30 :

Les chefs de la social-démocratie estompaient et cachaient aux masses le vrai caractère de classe du fascisme, ils n'appelaient pas à la lutte contre les mesures réactionnaires de plus en plus fortes de la bourgeoisie. Ils portent la grande responsabilité historique du fait qu'au moment décisif de l'offensive fasciste, une partie considérable des masses travailleuses, en Allemagne et dans une série d'autres pays fascistes, n'a pas reconnu dans le fascisme le rapace financier sanguinaire, leur pire ennemi, et du fait que ces 3 masses n'ont pas été prêtes à la riposte ³.

Tout le poids historique de cette période., et surtout la responsabilité politique qui a été celle de la social-démocratie, me sont apparus dans toute leur concrétude lorsqu'en novembre dernier, j'assistai au Congrès des militants du RCM.

Novembre 1975 : Ile Congrès du RCM

[Retour à la table des matières](#)

Ce qui au congrès du RCM a suscité les débats les plus vifs et a permis d'entrevoir les lignes politiques qui s'y affrontent est sans nul doute la proposition 1 émanant du conseil exécutif :

³ Dimitrov, Georges, *op. cit.*, p. 41.

Attendu l'analyse et le bilan précédents ⁴, il est résolu :

Que le programme du RCM découle d'une analyse socialiste de la ville, ce qui implique :

- a) Que le mode de production capitaliste est la principale source de la crise urbaine ;
- b) Que notre stratégie d'action politique doit par conséquent s'inspirer de cette analyse socialiste de la ville ;
- c) Que dans les interventions publiques du parti à toutes les instances, nous lions nos revendications immédiates à cette critique socialiste de la ville.

À la suite de cette proposition, sont mentionnés un certain nombre de moyens à prendre pour atteindre ces objectifs et déboucher sur une action politique cohérente avec les buts à atteindre : sessions de formation politique pour les militants afin de lier la politisation des membres à la mobilisation à la base ; conduite d'actions politiques autonomes dans chaque district, tout en maintenant que le parti dans son ensemble doit mener une lutte à l'échelle de la ville. Par ailleurs, retenons que la lutte prioritaire qui est proposée pour cette année est celle du logement. Un autre point important qui a été débattu, est celui de la place principale accordée au Conseil général qui devient « le leader politique du parti, le lieu d'élaboration d'analyse, de décision et d'évaluation des actions politiques du parti ».

Je ne discuterai pas tous les points du programme et du rapport d'activités mais je m'attarderai au débat suscité par la proposition 1. C'est à l'occasion du débat sur cette proposition que j'ai pu effectuer ce rapprochement avec le rôle historique de la social-démocratie dans les années '30. Les arguments qui ont alimenté la majorité des interventions *contre la proposition 1* peuvent se résumer ainsi

- *Actuellement, la population montréalaise n'est pas prête à accepter ce type d'analyse socialiste ;*

⁴ Il est fait référence ici au rapport d'activités du conseil exécutif et au bilan politique présentés pour étude aux militants avant le Congrès.

- *Il faut aussi conserver la perspective de la lutte électorale pour éviter qu'apparaisse une troisième force sur la scène municipale ;*
- *Il faut plutôt voir à appliquer le programme actuel ;*
- *Il faut renverser le pouvoir par l'augmentation du nombre de nos conseillers ; la meilleure lutte du RCM a été celle des prix du transport. Il faut continuer à avoir des actions concrètes ;*
- *Il y a d'un côté ceux qui font une analyse socialiste et de l'autre ceux qui mènent des actions pour aider les gens. Le RCM n'est pas un parti, c'est un rassemblement.*

Ce qui ressortait continuellement c'est l'appel à la prudence, à la modération, notamment à propos de l'utilisation du terme « socialiste » pour qualifier le programme et le parti. « Les Montréalais ne sont pas prêts à endosser le socialisme » : voilà le subterfuge qui cachait en fait une réelle opposition au socialisme à l'intérieur du RCM et ce, pour une bonne partie des militants. L'autre argument utilisé : « l'opposition entre l'analyse et l'action », entre « ceux qui pensent et ceux qui agissent » a souvent été utilisé. Pour marquer aussi une opposition au socialisme, à un programme à long terme. Un troisième type d'arguments invoqué à l'effet de « sauvegarder l'unité du RCM », donc, pour cela, éviter les débats sur des questions de fond, a comme conséquence d'engager les énergies politiques sur la poursuite d'objectifs à court terme sans jamais les replacer dans le contexte socio-économique et politique où ils se situent. Si la lutte sur les conditions de logement à Montréal constitue une plate-forme sur laquelle il est possible de rallier tous les citoyens touchés dans leur vie quotidienne par cette question, il est en même temps nécessaire, à mon avis, d'élaborer une analyse de la ville qui débouche sur un programme d'ensemble de transformation radicale de la ville ; pour cela, il faut insérer la compréhension des problèmes du développement urbain dans celle de l'ensemble du développement économique du Québec et du Canada. Ce n'est que dans cette mise en perspective qu'il devient possible de sortir de la « petite politique du cataplasme » et aussi de l'impasse à plus ou moins court terme où conduit le réformisme.

Le RCM un rassemblement ou un parti ?

[Retour à la table des matières](#)

Les origines du RCM font de lui un regroupement de tous les citoyens progressistes, conscients de l'urgence d'intervenir, dans la redéfinition des politiques urbaines. La mobilisation autour de la politique municipale a été l'un des premiers soucis du RCM.

Une fois, cette mobilisation assurée, il fallait la maintenir sur une base plus solide et se donner des structures minimales pour y arriver. Par ailleurs, l'élection de dix-huit conseillers municipaux posa le problème du rapport entre le travail parlementaire et l'action militante dans les districts. Le rassemblement devenait un parti municipal. De quel type allait être ce parti, quelles priorités allait-on donner au travail parlementaire ? Ces questions étaient posées, les réponses quant à elles, divergeaient et continuent de diverger.

Pour les uns, le travail prioritaire est celui du travail parlementaire, de la mobilisation massive des électeurs sur un programme minimal en vue du renversement le plus vite possible dans le temps du gouvernement Drapeau. Ils préconisent donc des positions modérées, invoquent la peur du socialisme, font un appel à l'unité à tout prix des militants du RCM. Ils privilégient les actions à court terme, voient dans le travail d'analyse et de réflexion, un luxe, du temps perdu, un signe d'incapacité d'action. Ils ne sont cependant pas encore (ou du moins ils ne me sont, pas apparus ainsi), intransigeants sur leurs positions. La preuve en est que tout en s'opposant à la proposition 1 de l'exécutif, ils ont réélu à l'unanimité la présidente Léa Cousineau et voté en majorité pour la réélection d'un des vice-présidents, Stephen Schecter, bien que les deux aient défendu ardemment cette proposition. *Cette tendance dont je viens d'énumérer certaines caractéristiques peut être qualifiée de réformiste, de social-démocrate.*

L'autre tendance, celle des socialistes, moins forte numériquement à l'intérieur du RCM mais très présente dans les débats, soutient des positions claires quant à la nécessité de travailler à l'élaboration d'un programme socialiste qui conduira à des transformations radicales de la ville. Tout en appuyant des mesures à court terme, elle privilégie la formation politique des militants à travers des actions concrètes mais aussi par le biais d'un travail spécifique de formation. La prise du pouvoir sur la scène municipale dans les plus bref délais n'est pas un objectif prioritaire. C'est un objectif à long terme qui doit consacrer une mobilisation des citoyens formés et en accord avec un programme socialiste, pour une ville totalement transformée, une ville socialiste.

Les débats seront difficiles à l'intérieur du RCM. Ce qu'il faut souhaiter, c'est que dans la conjoncture actuelle qui est celle de Montréal, ville soumise au régime autoritaire de Drapeau et à l'emprise directe des capitaux américains sur son développement, les sociaux-démocrates du RCM mesureront leurs responsabilités historiques et ne répéteront pas le jeu politique de leurs pères dans l'offensive fasciste qui fut celle des années '30, soit la collaboration de classe avec la bourgeoisie,

Ce qu'il faut aussi souhaiter, c'est que la tendance socialiste se maintienne avec force, continue son travail au sein du RCM et se place avec de plus en plus de détermination sur des positions de classe révolutionnaires. Les conditions objectives pour le faire se multiplient et le grand coup de fouet donné au peuple québécois et montréalais dans toute cette affaire des Jeux olympiques ne peut qu'ajouter un caractère favorable à la prise de conscience et à la mobilisation.

Il ressort que c'est une tendance générale des pays capitalistes avancés que défaire de la social-démocratie le soutien le plus efficace du régime capitaliste ; un soutien beaucoup plus solide que celui fourni au capitalisme ancienne manière par les couches pré-capitalistes des campagnes ou par les classes moyennes traditionnelles. Aujourd'hui, le soutien social-démocrate a sa source au cœur même de la production moderne, il vient d'une couche ouvrière qui participe à la production. C'est pourquoi la social-démocratie finit par être l'antithèse du socialisme, et les forces socialistes ne peuvent tarder à prendre conscience de cette réalité, et ne peuvent sacrifier à l'unité du mouvement ouvrier les raisons mêmes de leur existence comme socialistes, leur conscience de classe et leur volonté révolutionnaire. Si, au

temps du vieux réformisme, on pouvait encore parler d'unité, en arguant qu'entre aile révolutionnaire et aile réformiste n'existait qu'une différence dans le choix des moyens en vue du but commun, le socialisme, aujourd'hui, face à la transformation de la société et à l'évolution de la social-démocratie, se doit d'avoir le courage de constater que l'opposition entre les buts poursuivis est radicale ⁵.

Fin du texte

⁵ Lelio Basso, « Que devient la social-démocratie dans la société néo-capitaliste ? », article paru in *Revue internationale du socialisme*, janv.-fév. 1965, pp. 42-52.